DIAL 3331

MEXIQUE - Villes rurales durables, spoliation et contre-insurrection au Chiapas, première partie

Karela Contreras, Rosaluz Pérez, Miguel Pickard, Abraham Rivera & Mariela Zunino

lundi 15 juin 2015, mis en ligne par Dial

Une série de textes publiés ces dernières années par DIAL a évoqué les différents dispositifs et moyens mobilisés par les États, sur leur sol ou non, à des fins contre-insurrectionnelles : plans de « lutte contre la pauvreté » visant à désactiver les mobilisations sociales [1], programme d'occupation permanente de favelas de Rio de Janeiro (Brésil) par les Unités de police pacificatrice (UPP) [2], financement par l'armée états-unienne de programmes de recherches sur les mouvements sociaux ou d'études approfondies de géographie humaine [3]. Le texte publié ci-dessous s'intéresse quant à lui à un dispositif très concret de regroupement et contrôle des populations dans une région stratégique, le Chiapas. Les Villes rurales durables, en privant les populations rurales chiapanèques de l'assise traditionnelle de leur autonomie – la terre –, les font pénétrer de force dans le cercle vicieux de l'ordre économique capitaliste – il faut désormais payer pour s'alimenter, se loger..., et donc vendre un travail en échange d'un salaire pour espérer survivre –, et les placent de fait sous la dépendance des détenteurs des ressources monétaires désormais devenues un élément central de leur existence – l'État et les entreprises s'installant dans les environs. Ce texte est issu d'un ouvrage collectif publié en 2011 [4]. La seconde partie est publiée dans le numéro de juillet.

> *Dans le passé, la pauvreté divisa les Chiapanèques, elle les dressa les uns contre les autres ; aujourd'hui la pauvreté nous unit, aujourd'hui la pauvreté nous pousse à l'unité, à unir tous nos efforts pour relever les plus grands défis du Chiapas.* – Juan Sabines Guerrero, gouverneur du Chiapas (2006-2012)

Que sont les Villes rurales durables ?

Les Villes rurales durables, au Chiapas, sont des constructions nouvelles, de petites villes construites *ex nihilo* dans les zones rurales, qui offrent au paysannat de l'État un certain nombre de services (entre autres, l'électricité, l'eau, l'assainissement, l'éducation, la santé, les communications, l'emploi) dans l'intention de *concentrer* les hommes et les femmes des zones rurales. L'objectif principal de cette concencration est, d'une part, de déposséder ces paysans de leur terre, leur principale ressource et patrimoine et, d'autre part, de transformer un style de vie millénaire fondé sur la production des céréales de base. En échange d'un logement et de quelques services dans une Ville Rurale, le gouvernement prétend que les paysans abandonnent leurs terres ou, du moins, cessent de cultiver les céréales de base pour se consacrer à la culture de produits agricoles destinés à l'exportation ou à la consommation dans les villes principales du Mexique.

Les Villes rurales participent d'un énorme effort pour transformer la vie dans le sud sud-est du Mexique, en particulier la vie dans les zones rurales, au bénéfice de modèles de consommation et de production orientés par le marché. Cet effort fait partie des plans ambitieux qui furent définis vers la fin du mandat présidentiel d'Ernesto Zedillo (1994-2000) et mis en application dans le cadre du Plan Puebla Panamá [5],

désormais rebaptisé Projet Mésoamérique et, dans l'État du Chiapas, dans le cadre de la « Reconversion productive des campagnes », qui, de son côté, correspond à la réorganisation territoriale lancée par le gouverneur de l'État, Juan Sabines Guerrero (2006-2012).

Le Projet Mésoamérique et la logique de réorganisation territoriale

Le programme des Villes rurales durables n'a pas été conçu par le gouvernement de l'État du Chiapas, alors dirigé par Juan Sabines, et le mérite n'en revient pas non plus au président Felipe Calderón [6]. Sa source et ses lignes directrices se trouvent dans des documents et des communiqués d'institutions financières internationales comme la Banque mondiale. Cette institution préconise l'*intégration économique* comme principale arme de lutte contre la pauvreté et comme voie pour « apporter le développement à toutes les parties du monde ».

Mais qu'entendent ces institutions financières par intégration ? Il s'agit d'une restructuration territoriale, une réorganisation de l'espace en fonction d'une meilleure exploitation des ressources et des terres, au profit des intérêts du grand capital. Pour la Banque mondiale, l'intégration économique consiste, entre autres choses, à favoriser une meilleure connexion, une plus grande proximité entre les zones rurales et les zones urbaines, c'est à dire à obtenir la densité de population nécessaire pour encourager la concentration et améliorer le niveau de vie. Selon les termes du rapport *Une nouvelle géographie économique* de la Banque mondiale :

« Aucun pays n'a atteint un niveau de revenu moyen sans être parvenu à l'industrialisation et l'urbanisation. Aucun n'a intégré le groupe des pays à hauts revenus sans s'appuyer sur des villes dynamiques […]. L'avancée vers une population dense manifeste dans le processus d'urbanisation est étroitement liée à la transformation d'une économie agraire en économie industrielle et postindustrielle. Aucun pays n'a atteint la richesse sans transformer la répartition géographique de la population et de la production ». [7].

Il est donc évident que, pour les tenants du « développement », l'intégration économique implique un processus de réorganisation territoriale qui suppose, avant tout, un processus de redistribution de la population, en vue de la concentration de la population dans des « villes dynamiques ». Ce discours développementiste cache d'autres objectifs qui ne sont pas explicites mais qui deviennent évidents si l'on se replace dans la logique d'une intégration extractiviste et fondée sur la spoliation : il s'agit, d'une part, de libérer de grandes superficies de territoire, pour les mettre au service du libre marché, en concentrant les communautés dans des centres de peuplement, et, d'autre part, de profiter de cette concentration de la population pour la soumettre au contrôle de l'État et, du même mouvement, en faire une main d'œuvre disponible pour les mégaprojets et industries qui vont s'installer dans les territoires libérés.

En 2008, les présidents des pays mésoaméricains décidèrent de relancer le Plan Puebla Panamá sous le nom de Projet Mésoamérique, comme partie d'une supposée seconde étape de « projets à fort impact social dans le domaine de la santé, de l'environnement, des catastrophes naturelles et de l'habitat ». Lors de la réunion, Felipe Calderón déclarait que « nous avons décidé non seulement d'accélérer le rythme mais aussi d'avancer vers un projet intégral de développement et d'intégration de la région et d'ouvrir la porte à des projets de développement social, touchant notamment le logement et la santé, planifiés et votés ». [8] En même temps, Calderón annonçait un vaste programme de construction de logements, incluant le financement de crédits hypothécaires pour 50 000 logements, comme manière d'étendre le modèle mexicain de construction de logements à toute l'Amérique centrale. À ce propos, le président du Conseil consultatif des Villes rurales, Esteban Moctezuma Barragán, également président de la Fondation Azteca, déclara « il y aura des Villes rurales non seulement au Chiapas, non seulement au Mexique, elles se multiplieront en Amérique latine et dans le monde et seront le legs du président Calderón et du gouverneur Sabines, parce qu'elles résolvent beaucoup de problèmes à la fois, parce qu'elles partent d'une solution de fond. »

Ce concept de réorganisation territoriale devient explicite dans un document de la Commission exécutive

du Projet Mésoamérique, dans lequel est fait appel à la mise en œuvre d'une « Politique mésoaméricaine d'ordonnancement du territoire et d'action régionale » qui permette : « […] en un premier temps, de définir des régions prioritaires d'action, des objectifs territoriaux et des fonds structurels pour clarifier et obtenir une plus grande efficacité, une faisabilité financière et une rentabilité sociale de la nouvelle génération de projets régionaux […] ». [9] Le programme des Villes rurales durables fait donc partie de l'entrelacs néolibéral de plans, projets et projets commerciaux qui progressent au Mexique, et particulièrement au Chiapas, et se servent de ce processus de réorganisation du territoire pour accéder plus facilement aux ressources naturelles et à la terre et se les accaparer.

Il existe différentes manières de mettre en pratique cette logique de réorganisation territoriale. La formule la plus répandue consiste à créer les conditions socio-économiques du déplacement forcé des populations, en les incitant à la migration, situation à laquelle on parvient par la mise en œuvre systématique d'une politique de dépeuplement des zones rurales et la ruine de l'économie paysanne basée sur le maïs. Mais il existe une autre voie qui promet d'être plus efficace et plus rapide pour accélérer l'abandon de la terre : la concentration de la population rurale dans des centres urbains et la libération consécutive de vastes territoires, jadis occupés par les paysans et désormais disponibles sur le marché.

Le processus de réorganisation territoriale n'est pas nouveau : il s'est produit maintes fois sur nos territoires, car il est inhérent au mode de production et d'accumulation capitaliste, dont le système exige une adaptation constante des espaces géographiques et des acteurs qui y vivent. Nous pouvons considérer que le processus actuel de réorganisation du territoire obéit à une phase de recolonisation du territoire dans le contexte des plans géostratégiques d'appropriation des ressources. En ce sens, on peut établir un parallèle entre ce qui se produit actuellement dans l'État du Chiapas avec les Villes rurales durables et ce qui, au XVIII^{e} siècle, était désigné sous le terme de « paysans asservis ». Jan de Vos raconte comment, à cette époque, « les Indiens furent brutalement dépossédés de la propriété de leur *ranchito* [10] et de leur *milpa* [11], et n'eurent pas d'autre solution que de devenir esclaves de leur nouveau maître ». De cette façon, les familles furent entassées dans de grandes exploitations, dédiées pour la plupart au café, au tabac et au bétail, où ils effectuaient de très longues journées de travail pour le patron, en échange de salaires infimes ou même parfois sans aucun salaire, en échange d'un endroit où habiter. En échange de cette « faveur », des familles entières perdirent leur liberté, abandonnant leurs terres pour devenir des travailleurs asservis, au service de leurs « maîtres ». [12]

Les ressources naturelles stratégiques et les villes rurales comme contre-insurrection

Du fait des relations de pouvoir existant actuellement sur toute la planète, l'accès aux ressources naturelles, leur gestion et leur usage sont limités et contrôlés par le pouvoir géopolitique des pays riches et des organismes multinationaux. Cela apparaît encore plus clairement quand on sait que les peuples autochtones de cette zone du pays sont établis sur 81% du territoire de l'État et qu'on prétend les spolier pour s'assurer l'accès, le contrôle, l'exploitation et la « protection » de ces ressources stratégiques. « Il semble donc évident que les zones disposant de réserves importantes de ressources énergétiques (pétrole, gaz, électricité), minières, hydriques, et riches en biodiversité, deviennent de plus en plus stratégiques et conflictuelles. » [13]

L'objectif de contre-insurrection n'est pas moins important. Santiago el Pinar sera la première Ville rurale à jouer ce rôle. Elle a été à partir de 1995 un élément de la stratégie contre-insurrectionnelle du gouverneur Albores Guillén et servie de base opérationnelle de l'armée mexicaine. En 1999, la municipalité de Santiago el Pinar a été créée pour lutter contre l'influence croissante dans la zone de l'EZLN [14]. Sa position géographique est stratégique, si proche de la municipalité autonome de San Andrés, et surtout de la municipalité autonome de San Juan de la Libertad (el Bosque), qu'elle permet « d'installer des tours de télécommunication militaires et policières au-dessus, littéralement, de ces deux municipalités » [15]

Qu'on les appelle réductions, concentrations, camps de regroupement, camps d'internement, réserves

indiennes, villages modèles, villages nouveaux, villages stratégiques, pôles de développement, agrovillages, camps de concentration ou, maintenant, du nom antithétique de Villes rurales, le déplacement forcé ou induit de populations rurales a un passé sinistre.

Le fait d'« enfermer » un secteur de la population dans des villes construites pour l'isoler de son environnement habituel n'est pas une stratégie nouvelle. Les Villes rurales du Chiapas sont une variante du contrôle des populations qui a été utilisé dans des guerres d'un autre type. Dans les guerres « chaudes », dont beaucoup d'entre elles sont des guerres d'invasion menées par des pays du Nord contre leurs prétendues *colonies* du Sud, l'enfermement forcé de la population paysanne fait partie d'une stratégie beaucoup plus vaste de contre-insurrection et de pacification. On peut en citer plusieurs exemples : les Britanniques, dans leurs guerres en Malaisie et au Kenya au début des années 50 et 60, les Français, en Algérie, au cours des années 50 et 60, les États-Uniens, au Vietnam dans les années 60 et 70 et, avec quelques variantes, en Irak, durant la dernière décennie, par l'isolement et l'accès contrôlé de certains quartiers de Bagdad. Un autre exemple plus proche est celui des villages modèles (appelés par la suite « pôles de développement ») que créa l'armée guatémaltèque dans les années 80 et 90 pour isoler la population civile et paysanne des insurgés de la UNRG (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) [16].

Actuellement, la géopolitisation des ressources naturelles a donné naissance à une nouvelle doctrine de « sécurité environnementale » qui consiste à s'assurer le contrôle et à protéger les zones riches en ressources stratégiques face aux scénarios de montée de l'incertitude pouvant mettre en péril la stabilité de l'économie. Cette nouvelle doctrine, mise en avant par les pays riches, intègre à la stratégie de sécurité nationale, la nécessité de prendre position, de répondre et de réduire toute incertitude pouvant mettre en péril la stabilité économique de la nation qui l'applique. Les États-Unis ont ainsi intégré en 2008 cette doctrine à leur plan de sécurité nationale. Cette doctrine de sécurité environnementale met bien sûr en avant des objectifs comme la protection de l'environnement, l'aide humanitaire et le développement social pour le bénéfice des plus pauvres.

En ce sens l'Amérique latine constitue depuis les années 90 une réserve stratégique des États-Unis. « L'Amérique centrale et les pays du Cône sud du continent américain ont été intégrés à la géopolitique états-unienne, par le biais du commando du Sud et d'autres plans, comme le Plan Colombie. Le Canada et le Mexique sont déjà sous contrôle militaire états-unien par le biais du commando du Nord, de l'Alliance pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord (ASPAN) et, actuellement, de l'Initiative Merida » [17]. Tous ces programmes militaires sont le verrou de sécurité des accords de libre-échange, comme l'ALÉNA [18], et des « projets de développement », comme le Projet Mésoamérique, sur toute l'étendue du continent.

La seconde partie est publiée dans le numéro de juillet.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3331.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Karela Contreras, Rosaluz Pérez, Miguel Pickard, Ibrahim Rivera et Mariela Zunino, « Ciudades rurales sustentables, despojo y contrainsurgencia en Chiapas », in *Planes geoestrategicos, desplazamientos y migraciones forzadas en el área del proyecto de desarrollo e integración de Mesoamérica*, sous la direction de Juan Manuel Sandoval Palacios, Raquel Álvarez de Flores et Sara Yaneth Fernández Moreno, Colombie / Venezuela / Mexique, Université d'Antioquia, Département de travail social, Faculté de sciences sociales et humains / Centre d'études des frontières et de l'intégration, Université des Andes / Séminaire permanent d'études Chicanos et frontières, DEAS-INAH, 2011, p. 143-162.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial -

www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] DIAL 3149 - « La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection, première partie » et 3153 - « La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection, seconde partie ».

[2] DIAL 3150 - « BRÉSIL - La pacification des favelas de Rio de Janeiro : une « contre-insurrection préventive » ? »

[3] DIAL 3319 - « Les mouvements sociaux font l'objet d'enquêtes du Pentagone » et 3320 - « Géographie contre-insurrectionnelle ».

[4] Juan Manuel Sandoval Palacios, Raquel Álvarez de Flores et Sara Yaneth Fernández Moreno [dir.], *Planes geoestrategicos, desplazamientos y migraciones forzadas en el área del proyecto de desarrollo e integración de Mesoamérica*, Colombie / Venezuela / Mexique, Université d'Antioquia, Département de travail social, Faculté de sciences sociales et humains / Centre d'études des frontières et de l'intégration, Université des Andes / Séminaire permanent d'études Chicanos et frontières, DEAS-INAH, 2011, p. 143-162.

[5] Voir DIAL 2505 - « PANAMA - Le Plan Puebla-Panama, un plan de développement pour l'Amérique centrale ? », 2561 - « MEXIQUE - Les peuples indigènes de la forêt lacandone ne veulent pas du plan Puebla-Panama » et 2625 - « AMÉRIQUE CENTRALE - Le Plan Puebla-Panama. Tout ce qu'il faut savoir pour comprendre ce vaste plan qui englobe le Mexique et l'Amérique centrale » – note DIAL.

[6] Président du Mexique entre 2006 et 2012 – note DIAL.

[7] Banque mondiale, revue *Intercambios*, vol. 8 no 92, novembre 2008.

[8] « Presidentes y Jefes de Estado lanzan Proyecto de Integración y Desarrollo de Mesoamérica », *Newsletter* del Proyecto Mesoamérica, no 1, novembre 2008, http://www.Proyectomesoamerica.org.

[9] « Proyecto : Mesoamérica POT-AR 2010+ », Santiago Antón Gracia, Commission exécutive du Projet Mésoamérique, México, décembre 2009.

[10] Diminutif du mot *rancho* qui désigne l'habitat traditionnel du monde rural mexicain – NdT.

[11] Mot d'origine nahuatl qui désigne le champ mis en culture, selon le rituel de la communauté, pour cultiver le maïs et les légumineuses destinés à l'autosuffisance alimentaire – NdT.

[12] Jan de Vos, *Historia de los pueblos indígenas de México. Vivir en la frontera : la experiencia de los indios de Chiapas*, CIESAS, México, 1994, p. 169.

[13] Gian Carlo Delgado Ramos, « Recusos Naturales, Seguridad y los "Lili pads" del Pentágono : El caso de América Latina », revue *Memoria*, Mexique, no 242, p. 2.

[14] *Ejército Zapatista de Liberación Nacional*, en espagnol, Armée zapatiste de libération nationale en français – note DIAL.

[15] Orsetta Bellani, *Diagonal*, Espagne, mai 2010.

[16] Voir Mariela Zunino et Miguel Pickard, « Ciudades Rurales en Chiapas : despojo gubernamental contra el campesinado », CIEPAC, 2008, http://www.ciepac.org/boletines/chiapasaldia.php?id=571 ; et Japhy Wilson, « La nueva fase del Plan Puebla Panamá en Chiapas », CIEPAC, 2008,

http://www.ciepac.org/boletines/chiapasaldia.php?id=562.

[17] Gian Carlo Delgado Ramos, « Recursos naturales, seguridad y los “Lili pads” del Pentágono : El caso de América Latina », revue *Memoria*, Mexique, no 242, mai 2010, p. 5.

[18] Accord de libre-échange nord-américain – note DIAL.